

LECO

de la semaine

31 Mai au 05 Juin 2025



SOMMAIRE

Consommation - Hausse des prix du gaz.....	2
Malagasy Professionnels de l'Élevage : Appui à 150 000 éleveurs depuis sa création	2
Secteur minier : Un projet de don japonais pour renforcer les ressources humaines	3
MTP : Le LNTPB, un modèle de qualité salué à l'échelle mondiale.....	3
Forum - La pêche élément clé de la sécurité alimentaire.....	4
Carburant - Hausse du prix de l'essence et du pétrole lampant.....	4
Collecte et vente de riz : le MIC s'attelle en vue d'une meilleure coordination	5
Kopakelatra : la pollution plastique, moteur d'économie circulaire.....	5
Tetikasa QMM : Manome lanja hatrany ny tontolo iainana.....	6
Industrialisation - Les produits malgaches prêts à franchir les frontières.....	6
Coopération Afrique-Asie - Madagascar renforce ses liens avec l'Asian Infrastructure Investment Bank	7
Transition énergétique : Madagascar choisi parmi les pays pilotes	7
Mention Économie : 60 ans d'histoire et tournée vers l'avenir	8
Industrialisation à Madagascar : la BAD avance un changement structurel	8
Redevance minière - Ambatovy paie 43,6 millions de dollars à l'État	9
Coopération : Un don de 16,7 milliards d'ariary du Japon pour la formation professionnelle	9
Fihariana dynamise l'entrepreneuriat : plus de 87 000 bénéficiaires soutenus.....	10
Madagascar – Slovénie : partenariat dans la promotion du tourisme et de l'artisanat.....	11
Énergie – La centrale solaire d'Ambatomirahavavy et deux groupes électrogènes d'Antsirabe annoncés pour réduire le délestage à court terme.....	11
Service financier - La BRED Madagasikara mise sur les PME et le tourisme.....	12
Dividendes pour l'État malgache : plus de 18 milliards d'ariary versés par Star	12
Programme DEFIS+ : renforcer la résilience climatique des agriculteurs	13
Madagascar – USA : Négociations douanières en cours	13

Consommation - Hausse des prix du gaz

IRINA TSIMIJALY | 31 MAI | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Les prix du gaz en bouteille ont augmenté à la suite d'une révision de la TVA inscrite dans la loi de finances. Vitogaz applique une hausse de 3,5%, suscitant l'inquiétude de nombreux consommateurs.

Depuis le 29 mai 2025, les tarifs du gaz en bouteille enregistrent une nouvelle augmentation. Vitogaz, principal acteur du marché, applique une hausse moyenne de 3,5%, directement liée à l'élévation du taux de TVA prévue par la loi de finances 2025.



Les nouveaux prix sont les suivants : la bouteille de 4 kg s'élève désormais à 31 000 ariary contre 30 000 auparavant ; celle de 9 kg passe de 66 000 à 69 000 ariary ; la bouteille de 12,5 kg atteint 98 000 ariary contre 96 000, et celle de 39 kg grimpe à 410 000 ariary. Ces montants peuvent varier selon les régions et les distributeurs, mais la tendance haussière est générale.

Les réactions des usagers ne se sont pas fait attendre. Une consommatrice déplore : « Même si les salaires n'ont pas bougé depuis sept ans, tous les prix peuvent augmenter sans aucun doute. » Harisoa, utilisatrice régulière, s'interroge sur la pertinence de poursuivre l'usage du gaz : « Il vaut mieux passer à l'induction, car si on fait les mêmes calculs, les dépenses en électricité chez Jirama seront similaires à celles du gaz. »

Hausse du TVA

Ces témoignages traduisent une inquiétude croissante face au coût de plus en plus élevé d'une énergie considérée jusqu'ici comme accessible, relançant les

interrogations sur les alternatives possibles électricité ou charbon malgré les enjeux environnementaux liés à ce dernier.

Le directeur général de Vitogaz, Zo Andriamampianina, justifie cette évolution tarifaire : « L'augmentation devait entrer en vigueur après six mois. Nous sommes début juin, c'est le délai annoncé. »

Il précise que la loi de finances initiale pour 2025 prévoit un relèvement de la TVA sur le gaz butane, passant de 5% à 10%, mais que l'entreprise a choisi de n'en répercuter qu'une partie. « Il y a eu trois hausses successives : une de 1,5% en janvier, une autre de 0,5% en avril, et cette dernière de 1,5%. »

À l'origine, seules les bouteilles de plus de 12 kg, destinées à un usage professionnel, devaient être concernées. Toutefois, selon lui, la conjoncture a contraint l'entreprise à élargir la mesure à l'ensemble de la gamme. « Avec la dépréciation de l'ariary, la hausse du fret maritime et les pertes liées aux remboursements de TVA, nous avons été obligés d'élargir l'ajustement à d'autres formats. » Dès novembre 2024, la ministre de l'Économie et des Finances avait annoncé ce changement : « Le gaz butane n'est pas encore soumis au taux normal de 20%. Cette augmentation à 10% a été discutée avec les opérateurs pour réduire les remboursements de TVA. »

Cette évolution met fin à un accord conclu en 2021 entre l'État et le Comité malgache du butane (CMB), qui avait instauré une TVA réduite à 5% afin de favoriser l'usage du gaz domestique et lutter contre la déforestation.

Une première hausse, en novembre 2024, avait concerné uniquement les grands formats professionnels. Désormais, ce sont aussi les ménages qui en supportent les effets.

Zo Andriamampianina affirme vouloir limiter les répercussions : « Nous avons décidé de nous arrêter à ces 3,5% et de ne pas appliquer les 1,5% restants. C'est une forme de geste envers l'État et les consommateurs. »

Malagasy Professionnels de l'Élevage : Appui à 150 000 éleveurs depuis sa création

NAVALONA R. | 31 MAI | MIDI-MADAGASIKARA

Créée en 1995 sous l'impulsion de l'État en partenariat avec la Coopération française, l'association Malagasy Professionnels de l'Élevage (MPE) a célébré son 30^e anniversaire, hier, à son siège à Nanisana.

Au début, le projet d'appui à l'élevage à cycle court a mis en place la Maison du Petit Élevage pour pérenniser ses activités. Il avait pour objectif d'améliorer la productivité de chaque filière confrontée à divers problèmes, il y a 30 ans de cela. Les problématiques étaient la consanguinité de

la race porcine, la prolifération de la peste porcine, le manque de structuration de l'aviculture surtout en matière d'alimentation et le non-respect des normes entraînant l'embargo des exportations de foie gras de Madagascar. Les témoignages des anciens dirigeants, formateurs et

partenaires techniques affirment qu'il y a eu un réel développement du secteur de l'élevage en l'espace de 30 ans grâce aux actions entreprises par la MPE qui est devenue le Malagasy Professionnels de l'Élevage. Depuis sa création en 1995, cette association a appuyé 150 000 éleveurs opérant dans différentes filières à cycle court, notamment l'élevage de poulet de chair et de poule pondeuse, la pisciculture, la filière porcine et l'apiculture.

558 000 têtes de race améliorée

Parlant de la filière porcine, la MPE a contribué à l'importation de 5 000 semences congelées de Belgique et à l'introduction de nouvelles races porcines venant de La Réunion dans le pays. Ce qui a permis d'obtenir 558 000 têtes de race améliorée. Durant ses 30 années d'existence, près de 1 000 porteurs de projet d'élevage et 525 acteurs disposant d'un business plan, ont également été accompagnés. Par ailleurs, la MPE a présenté son plan de développement étalé sur une période de 2025 à 2030, lors de la

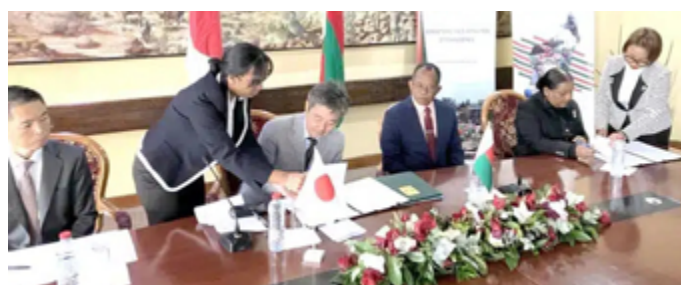
célébration de son 30^e anniversaire. Outre la poursuite de la professionnalisation des éleveurs, l'association prévoit de mettre en place 10 centres d'insémination artificielle dans les régions afin d'assurer l'amélioration génétique des cheptels porcins. Elle s'attelle également à appuyer l'économie circulaire et l'agriculture urbaine. La valorisation des produits d'origine animale n'est pas en reste. « La MPE est aujourd'hui un acteur incontournable du développement rural, engagé dans la professionnalisation des éleveurs, la structuration des filières à cycle court, l'innovation agricole et la promotion de l'entrepreneuriat rural », a expliqué son président du conseil d'administration, Angelo Rakotonindrina. De son côté, le ministre de l'Agriculture et de l'Élevage, Hajarison François Sergio a souligné que le MPE constitue un élément clé pour le développement du secteur de l'élevage. Une stèle commémorative a été inaugurée, lors de cette cérémonie.

Secteur minier : Un projet de don japonais pour renforcer les ressources humaines

ANTSIA R. | 31 MAI | MIDI-MADAGASIKARA

531 millions de yens (soit environ 16,7 milliards d'ariary) seront octroyés par le Japon, pour améliorer la formation dans le secteur minier à Madagascar. Un échange de note entre le Gouvernement malgache et la JICA (Agence japonaise de coopération internationale) a été signé, le 28 mai dernier dans ce cadre, dans les locaux du ministère des Affaires étrangères à Anosy. Selon les explications, ce projet de don non-remboursable a pour objectif de doter trois lycées techniques professionnels de Madagascar – à Toamasina, Alarobia et Ampasapito – de nouveaux équipements et matériels techniques, notamment dans les domaines de la soudure, de la fabrication mécanique et de l'électronique. La cérémonie a vu la participation de plusieurs personnalités, dont Yamada Shigechika, chargé d'affaires ad intérim de l'ambassade du Japon à Madagascar, Lala Monja Delphin Sahivelo, ministre des Forces Armées, et Marie Marcelline Rasoloarisoa, ministre de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle. Selon les deux parties, il

s'agit d'améliorer la formation des jeunes talents dans le secteur minier, un domaine clé pour l'économie malgache. Dans son discours, Yamada Shigechika a souligné l'importance du développement des ressources humaines pour le



progrès national. Il a également évoqué la 9^e Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD 9), prévue à Yokohama, et exprimé l'espoir que Madagascar y participe pour engager des discussions sur des solutions concrètes pour l'avenir du pays.

MTP : Le LNTPB, un modèle de qualité salué à l'échelle mondiale

JULIEN R. | 31 MAI | MIDI-MADAGASIKARA

Le Laboratoire National des Travaux Publics et du Bâtiment (LNTPB) a reçu le « Quality Choice Prize 2025 – catégorie Diamond » lors d'une cérémonie organisée le 29 mai 2025 par l'European Society for Quality Research (ESQR), à Stockholm, en Suède. Cette reconnaissance internationale récompense les organisations qui se distinguent par une gestion efficace de la qualité, conforme aux normes en vigueur à l'échelle mondiale. Parmi les institutions sélectionnées provenant de 49 pays, le LNTPB a su tirer son

épinge du jeu en devenant le seul laboratoire géotechnique à obtenir cette prestigieuse distinction.

Créé en 1954, le LNTPB est un établissement public rattaché au ministère des Travaux publics. Il intervient dans divers domaines liés au génie civil, notamment les études et les contrôles géotechniques appliqués à la construction de routes et de bâtiments, aux travaux aéroportuaires, portuaires, maritimes, ainsi qu'aux aménagements de terres agricoles. Depuis 2014, le laboratoire est certifié ISO 9001, une norme qui encadre le système de

management de la qualité. Cette nouvelle récompense vient renforcer sa réputation en matière de rigueur, d'expertise et de respect des standards internationaux. Elle illustre également la volonté du ministère des Travaux

publics de promouvoir l'excellence technique au sein de ses structures et de valoriser les compétences nationales sur la scène internationale.

Forum - La pêche élément clé de la sécurité alimentaire

IRINA TSIMIJALY | 02 JUIN | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La pêche artisanale représente jusqu'à 7% du PIB malgache et crée plus d'un million d'emplois. Elle contribue à la sécurité alimentaire et offre des débouchés aux femmes et aux jeunes.

Les 27 et 28 mai derniers, un forum sur la mobilisation des financements durables pour la pêche et l'aquaculture s'est tenu au Carlton Anosy. L'événement a réuni les principaux acteurs du domaine, tous convaincus de l'importance stratégique de la pêche artisanale. Paubert Mahatante, ministre de la Pêche et de l'Économie bleue, a souligné : « Il s'agit de bâtir une économie bleue respectueuse des communautés locales, qui attire des investissements responsables et maintient la pérennité des ressources. »

Le programme Ecofish, soutenu par l'Union Européenne, estime que la pêche artisanale malgache pourrait atteindre une production annuelle de 120 000 tonnes, soit une valeur de plus de 300 millions de dollars. « Chaque dollar investi pourrait rapporter entre 1,5 et 1,8 dollar, à condition de mieux structurer la filière et de renforcer la formation des pêcheurs », affirme Dr Sunil Sweenarain, coordinateur technique d'Ecofish.



Plusieurs obstacles freinent toutefois le développement de la pêche artisanale. Les équipements restent souvent insuffisants ou obsolètes, et l'accès aux financements adaptés demeure limité. Des témoignages du terrain illustrent ces enjeux. Edmond Randriatahiana, président

d'une coopérative de pêcheurs à Majunga, déplore : « En trente ans, nos captures ont fortement diminué à cause du manque d'équipements adaptés et de la surexploitation des ressources. Nous avons vraiment besoin d'un soutien concret, par rapport aux formations, en matériel et en accès au financement, pour pouvoir redresser la situation. »

Vision cohérente

De l'autre côté, l'Union Européenne, représentée par son ambassadeur Roland Kobia, réaffirme son soutien : « La mer est une richesse fragile. La pêche artisanale est un pilier pour la sécurité alimentaire et la cohésion sociale. L'Union européenne accompagne Madagascar dans sa transition vers une économie bleue durable. » Dans cette même dynamique régionale, Maminiaina Marc, représentant de la Commission de l'océan Indien (COI), a souligné que « ce forum n'est pas une simple réunion sectorielle, mais l'expression d'une vision nationale cohérente, intégrée dans une dynamique régionale. La COI agit comme catalyseur de financements et partenaire de long terme pour Madagascar. »

Rado Rakotosoa, directeur général de l'Économie bleue, estime que Madagascar aura besoin d'environ 300 millions de dollars pour soutenir durablement ce secteur. Il invite les investisseurs publics et privés à s'engager dans cette dynamique. Une feuille de route stratégique a été adoptée à l'issue du forum pour renforcer les capacités humaines et promouvoir une gestion durable des ressources halieutiques. Ce plan s'appuie toutefois sur les bonnes pratiques communautaires et les initiatives innovantes de financement au Forum sur les financements durables échangé sur l'avenir de la pêche et de l'aquaculture à Madagascar, les 27 et 28 mai au Carlton Anosy.

Carburant - Hausse du prix de l'essence et du pétrole lampant

IRINA TSIMIJALY | 02 JUIN | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Depuis le 1^{er} juin, les tarifs à la pompe ont été réajustés. Le litre d'essence sans plomb (SP95) connaît une légère augmentation, passant de 5 510 à 5 520 ariary, soit une hausse de 10 ariary. Le pétrole lampant subit, quant à lui, une hausse plus marquée : son prix passe de 3 230 à 3 430 ariary, soit 200 ariary de plus. En revanche, le

gasoil enregistre une baisse de 70 ariary, pour s'établir à 5 100 ariary le litre, contre 5 170 précédemment.

Ces évolutions s'inscrivent dans le cadre du mécanisme d'ajustement automatique en vigueur depuis janvier 2025. Ce système prévoit une révision mensuelle des prix en fonction des cours mondiaux et du taux de change, avec un décalage de deux mois. « Les prix sont calculés à partir

des données du mois M-2 », précise l'Office malgache des hydrocarbures (OMH). En d'autres termes, les tarifs appliqués en juin sont basés sur les commandes passées en avril.

Interrogé sur la hausse modérée de l'essence sans plomb, alors qu'une baisse était attendue, le directeur général par intérim de l'OMH, Cydolain Raveloson, rappelle que « la baisse du prix du gasoil était prioritaire, car elle a un impact direct sur le coût de la vie, notamment sur les tarifs de transport des personnes et des marchandises ». La légère augmentation du sans plomb reste, selon lui, compatible avec les orientations retenues.

S'agissant du pétrole lampant, « le prix affiché à la pompe est désormais très proche de la vérité des prix », affirme le responsable. Une ultime hausse serait encore nécessaire pour atteindre cet équilibre. Ensuite, les prix pourraient

évoluer « à la hausse comme à la baisse », selon les mouvements du marché à partir de juillet.

Utilisé principalement pour la cuisson et l'éclairage en milieu rural, le pétrole lampant n'est désormais plus subventionné. L'État encourage sa substitution par des solutions d'énergie solaire. « Des kits solaires seront bientôt distribués à travers les projets DECIM et LEAD, en partenariat avec la Banque mondiale », indique le responsable.

Sur le plan international, les prix du brut ont reculé entre avril et mai. Le baril de Brent est descendu à 63,90 dollars à la fin du mois de mai, selon les données publiées par l'OPEP et d'autres sources spécialisées. « Les prix du supercarburant SP95 et du gasoil devraient commencer à baisser en juillet, au bénéfice des usagers », anticipe l'OMH, si la tendance se poursuit.

Collecte et vente de riz : le MIC s'attelle en vue d'une meilleure coordination

JEAN RIANA | 02 JUIN | LES NOUVELLES

Le ministère de l'Industrialisation et du commerce (MIC) a réuni toutes les parties prenantes de la filière riz dans la région d'Itasy, lors d'un atelier vendredi dernier, dans le but de les mettre au parfum sur le contenu du nouveau décret 5805/2025. Selon le MIC, l'existence de ce décret consiste à mettre en place une meilleure coordination de la collecte et vente de riz produit localement dans l'objectif d'avoir un certain contrôle sur les prix.

Cette activité relève du champ d'action de la Task Force Riz. Producteurs, collectionneurs et commerçants qui

sont concernés par ce décret ont participé activement à cet atelier. Les conditions de récolte de riz, les documents y afférents pour les collectionneurs et les entrepreneurs, les permis de circulation de produits... ont figuré parmi les sujets abordés au cours de cet atelier.

« Le ministère renforce l'amélioration et la coordination de la filière, et se tient aux côtés du public consommateur pour les protéger des abus », a déclaré la Secrétaire générale du MIC, Priscilla Andrianarivo. Le ministère informe également que le décret entrera en vigueur à compter du 6 juin.

Kopakelatra : la pollution plastique, moteur d'économie circulaire

ARH. | 02 JUIN | LES NOUVELLES

Les bouteilles en plastique sont devenues un fléau écologique mondial, inondant chaque année les écosystèmes de millions de tonnes de déchets. Face à cette urgence, Star, un des grands acteurs de l'agroalimentaire, déploie une réponse concrète avec son projet Kopakelatra.

Depuis 2019, Kopakelatra a collecté plus de 3,5 millions de bouteilles en plastique grâce à 131 bacs installés dans 93 points de collecte répartis sur six villes. Tous les types de bouteilles, sans distinction de marque, y sont déposés. L'idée consiste à réduire l'impact environnemental des activités de Star et valoriser les déchets générés.

Les bouteilles récupérées suivent un processus rigoureux : tri, lavage, broyage. Elles renaissent ensuite sous de nouvelles formes. Transformées en paillettes ou fibres plastiques, elles alimentent des filières variées, du rembourrage textile à la fabrication de sceaux et pavés

autobloquants. Star fait ainsi entrer l'économie circulaire dans la réalité, donnant une seconde vie à ce qui était jadis un simple déchet.



Aujourd'hui, l'entreprise ne s'arrête pas là. Elle renforce son engagement environnemental en élargissant le projet. De nouveaux partenaires rejoignent l'aventure et de nouveaux schémas de collecte sont mis en place.

Tetikasa QMM : Manome lanja hatrany ny tontolo iainana

HENINTSOA | 02 JUIN | LES NOUVELLES

Vaindohan-draharahan'ny fandaharanasan'ny QIT Madagascar Minerals (QMM) ny fikajiana ny tontolo iainana ao anatin'ny asa fitrandrahana ataony. Misy ny fepetra takina sy tokony harahina momba ny « Projet Environmental Management Plan (PGE) », talohan'ny fahazoan-dalana azony ny taona 2001. Takina amin'ny kaompania ny hampiharana ny fenitry ny tontolo iainana E16 an'ny Rio Tinto izay mifandraika amin'ny fiarovana ny karazan-javamananaina sy ny fitantanana ny harena voajanahary azo havaozina. Nametraka faritra arovana ny tetikasa araka ny rafitra napetraky ny Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). Ahitana ny Mandena mirefy 230 ha, Ambatoatsignana ka hatrany Magnafy Sainte Luce, manana velarana 818 ha ary ny ao Petriky, mirefy 125 ha. Ireo no faritra arovana voalohany eto Madagasikara tantanin'ny orinasa mpitrandraka iarahany amin'ny mponina eny ifotony (COGEMA)

ho an'ny ao Mandena. Miaraka amin'ny Fikambanan'ny mpiara-mitantana ny alan'Ambatoatsignana (FIMPIA) kosa ny orinasa ho an'ny faritra arovana ao Ambatoatsignana. Miara-miombon'antoka amin'ny mpiara-mitantana ny alan'i Petriky (FIMPIAP) kosa izy ho an'ny ao Petriky. Voarafitry ny lalàna 2015-005 momba ny fehezana-dalàn'ny faritra arovana (COAP) ny fitantanana ireo faritra ireo.

Vina

Tanjon'ny QMM ao amin'ny asa fitrandrahana ny mijery ny tombontsoa ho an'ny fiarahamonina, ny fikajiana ny tontolo iainana amin'ny alalan'ny fampiasana ny angovo azo havaozina. Ny famerenana ny ala sy ny fiarovana ny karazan-javamananaina ihany koa izay tafiditra ao anatin'ny fandaharanasa RSE ny tetikasa ary ny fampandrosoana ny toekarena.

Industrialisation - Les produits malgaches prêts à franchir les frontières

IRINA TSIMIJALY | 03 JUIN | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La 8^e Semaine de l'Industrialisation de la SADC met l'accent sur l'ouverture régionale et la montée en puissance des produits locaux. L'industrie malgache se prépare à répondre aux besoins des marchés africains.

Madagascar accueillera la 8^e Semaine de l'Industrialisation de la SADC, prévue du 28 juillet au 1^{er} août 2025 à Antananarivo. Cet événement vise à renforcer la présence des produits « Made in Madagascar » sur les marchés africains.



Lors de la conférence de presse tenue hier pour le lancement de l'événement, le ministre de l'Industrialisation et du Commerce, David Ralambofiringa, partage : « L'un des objectifs principaux est d'encourager les exportations des produits fabriqués à Madagascar. Nous avons les ressources, les compétences et la qualité, il est temps de les faire connaître à nos partenaires. »

Actuellement, Madagascar importe encore environ 80% de ses besoins, ce qui souligne la nécessité d'augmenter la production nationale. Le développement d'une stratégie d'exportation vers les pays de la SADC représente un enjeu important pour l'économie locale.

Du côté du secteur privé, le président du Syndicat des Industries de Madagascar (SIM), Tiana Rasamimanana, estime que les entreprises doivent s'impliquer davantage : « En augmentant nos exportations, nous pouvons produire plus, optimiser les coûts, et mieux répondre aux demandes du marché régional ».

Le SIM, qui regroupe cent soixante-dix entreprises, met en avant la nécessité d'une collaboration étroite entre les différents acteurs économiques.

Diplomatie

Les grandes industries, les PME et les artisans peuvent construire ensemble des solutions adaptées, selon une logique de complémentarité.

Le développement industriel de Madagascar s'inscrit dans une stratégie diplomatique axée sur l'économie. Pour la ministre des Affaires étrangères, Rafaravavitafika Rasata, les accords en place dans la SADC offrent des perspectives concrètes : « La SADC représente un marché de quatre cents millions de consommateurs. Si nous savons positionner nos produits, Madagascar peut devenir un hub logistique et industriel dans l'océan Indien ».

Selon elle, la localisation géographique de Madagascar peut devenir un atout, à condition d'améliorer les infrastructures liées au transport maritime et aérien. L'objectif est de faciliter les échanges avec les autres pays membres et d'attirer de nouveaux partenaires économiques.

Placée sous le thème « Promouvoir l'industrialisation, la transformation du système agricole et la

transition énergétique pour une SADC résiliente », la SADC Industrialisation Week 2025 réunira plus de cinq cents participants issus des seize pays membres. La Semaine abordera plusieurs sujets : notamment la transformation industrielle, l'agriculture et la transition énergétique. Le programme prévoit des sessions plénières, des rencontres professionnelles et un espace d'exposition pour les entreprises.

Organisé en partenariat avec le gouvernement malgache, le Secrétariat de la SADC, le Syndicat des Industries de Madagascar (SIM) et le SADC Business Council, cet événement constitue pour Madagascar une opportunité stratégique de mettre en lumière son potentiel industriel et de tisser des partenariats durables au sein de la région.

Coopération Afrique-Asie - Madagascar renforce ses liens avec l'Asian Infrastructure Investment Bank

IRINA TSIMIJALY | 03 JUIN | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Lors de la 60^e Assemblée annuelle de la Banque africaine de développement (BAD) à Abidjan, du 26 au 30 mai, Madagascar a confirmé son engagement dans un partenariat stratégique avec l'Asian Infrastructure Investment Bank (AIIB). Cette collaboration entre l'Afrique et l'Asie ouvre la voie à des projets concrets pour développer les infrastructures malgaches.

« Travailler avec l'AIIB nous offre une opportunité unique pour moderniser nos routes et soutenir notre développement économique », a déclaré Rindra Hasimbelo Rabarinirinarison, ministre de l'Économie et des Finances. L'AIIB a notamment promis son soutien pour la réhabilitation de la Route Nationale n°13, un projet crucial pour le pays. En plus de ce partenariat avec l'AIIB, Madagascar

a obtenu un financement non remboursable du Centre de Coopération Multilatérale pour le Financement du Développement (MCDF). Ce fonds servira à renforcer la transparence et la gestion des marchés publics, marquant ainsi une avancée significative vers une meilleure gouvernance.

Par ailleurs, Madagascar a présenté ses initiatives en faveur de l'emploi des jeunes, notamment à travers les programmes PEJAA et Linkage Business. Ces projets ont déjà permis de créer des opportunités pour la jeunesse. « Nous voulons continuer à soutenir nos jeunes avec l'aide de nos partenaires internationaux », a souligné Andry Rajaofetra, directeur général du Trésor public.

Transition énergétique : Madagascar choisi parmi les pays pilotes

ANTSIA R. | 03 JUIN | MIDI-MADAGASIKARA

Aux côtés du Botswana et de la Gambie, Madagascar a été choisi comme pays pilote pour accélérer sa transition énergétique, avec pour objectif principal la décarbonation profonde (NDDP) par le biais du développement massif des énergies renouvelables. En effet, la Grande île reste engagée dans la réduction des émissions carbone à travers les énergies renouvelables. C'est ce qui a été annoncé lors d'un atelier national qui s'est tenu au Novotel Ankorondrano dans le cadre de l'élaboration d'une feuille de route pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) à Madagascar. Cet événement s'inscrit dans le programme panafricain AFRETRAP, piloté par l'Union africaine en partenariat avec la Commission africaine de l'énergie (AFREC), avec l'appui financier de la Banque africaine de développement (BAD). La feuille de route nationale vise à définir les étapes et les mesures concrètes pour sortir de la dépendance aux énergies fossiles, grandes émettrices de GES. Ce document stratégique s'aligne avec les engagements du pays dans le cadre du pacte énergétique M300 et la vision gouvernementale à l'horizon 2030. L'atelier a réuni des acteurs clés du secteur

de l'énergie, des partenaires techniques et financiers ainsi que des représentants des institutions nationales. Il a permis la présentation et l'analyse de projets à court et long terme.



Les discussions ont abouti à l'adoption d'une feuille de route commune, enrichie de recommandations pour son amélioration. La délégation officielle était conduite par le secrétaire général du ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures, Thierry Andriantsoa.

Mention Économie : 60 ans d'histoire et tournée vers l'avenir

ARH. | 03 JUIN | LES NOUVELLES

La Mention Économie de l'Université d'Antananarivo fête ses 60 ans. Depuis 1964, elle forme des économistes, entrepreneurs, enseignants et cadres qui façonnent Madagascar et rayonnent au-delà. Cet anniversaire n'est pas qu'une simple célébration : c'est un appel à la solidarité et à l'action collective.

Pour marquer l'événement, la Mention lance un projet d'envergure : aménager une salle multi-usage moderne sous le Grand Amphi de la Faculté d'Économie, de Gestion et de Sociologie (EGS). « Cette salle pourra accueillir conférences, cours, ateliers et visioconférences, devenant un lieu clé pour l'innovation et la transmission entre générations », a expliqué la Responsable de la Mention Économie, le Pr Holimalala Randriamampianina, devant la presse hier à Ankatso. « Le coût total du projet s'élève à près de 100 millions d'ariary. La communauté des anciens élèves, toutes promotions confondues, est invitée à se mobiliser pour donner vie à ce projet porteur d'avenir », a souligné pour sa part le Dr Djohary Andrianambinina, président du Comité et de la Commission finance de ce jubilé.

C'est ainsi que le comité a initié la soirée « Sixty Night », prévue le samedi 28 juin à l'Espace Hahitantsoa, Alasora By Pass. Au programme : dîner-concert avec l'artiste Samoëla, suivi d'une soirée dansante animée par DJ Shinchin. Un moment festif ouvert à tous, y compris aux proches, amis et collègues extérieurs à la Mention Économie. L'objectif : lever des fonds, renforcer les liens et célébrer ensemble l'héritage de la filière.

Chacun peut contribuer à sa manière : en participant à la soirée, en achetant une carte de parrainage pour financer un équipement (chaises, tables, lumières), ou en mobilisant son réseau. Car transmettre ce que l'on a reçu est un geste essentiel pour bâtir l'avenir. Aussi, à l'occasion de ce jubilé, un ouvrage spécial retracera l'évolution de l'enseignement économique à Madagascar, saluant le travail des enseignants et l'apport des anciens élèves.

Avec ce 60^e anniversaire, la Mention Économie affirme son rôle de pilier académique et son engagement à préparer les générations futures aux défis économiques du pays.

Industrialisation à Madagascar : la BAD avance un changement structurel

JEAN RIANA | 03 JUIN | LES NOUVELLES

La perspective économique de la Banque africaine de développement (BAD), précise que la structure économique de Madagascar a subi un changement structurel en faveur de l'industrialisation au cours des deux dernières décennies, avec l'accroissement des investissements dans le secteur minier...

« Cependant, l'exploitation minière n'est pas intensive en matière de main-d'œuvre, ce qui fait que la transformation a été trop lente pour réduire la pauvreté de manière substantielle », a indiqué la BAD. Les chiffres divulgués montrent que la part du secteur industriel dans le PIB est passée de 16% en 2000 à 27% en 2021, mais sa part dans l'emploi est restée en moyenne de 8,5%. Quant à la part de l'agriculture dans le PIB, elle a diminué de 29% en 2000 à 25% en 2021, et celle des services est passée de 55% à 48%.



La BAD spécifie que la mise en œuvre du Pacte pour la programmation industrielle visant à accélérer et à diversifier l'industrialisation d'ici 2040 accélérera la

transformation structurelle. A ce sujet, les secteurs public et privé ont convenu de relever le taux de contribution de l'industrie au PIB passant de 15% à l'heure actuelle à 25% d'ici 2030 et à 30% d'ici 2040. De même, ladite banque ajoute que le pays devrait augmenter ses recettes nationales, développer le marché financier domestique, améliorer l'environnement des affaires et construire des infrastructures résilientes. « La Grande île devrait également tirer parti d'un système financier mondial réformé, permettant l'accès à davantage de ressources concessionnelles, au cofinancement, au financement mixte (obligations climatiques, vertes et bleues), à la mobilisation des droits de tirage spéciaux du Fonds monétaire international ainsi qu'à la facilitation de l'investissement privé et du commerce », stipule la BAD.

En tout cas, les efforts émis en matière d'industrialisation ne passent pas inaperçus. Par ailleurs, l'État encourage fortement la transformation locale, notamment à travers le projet ODOF (One district one factory) qui consiste à doter chaque district de Madagascar d'une unité industrielle dédiée à la transformation locale. L'objectif étant de stimuler la croissance économique, créer des emplois locaux et valoriser les ressources locales.

Redevance minière - Ambatovy paie 43,6 millions de dollars à l'État

IRINA TSIMIJALY | 04 JUIN | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Ambatovy poursuit ses activités tout en s'adaptant à la conjoncture mondiale. Elle a présenté ses résultats et ses engagements lors des journées portes ouvertes à Ivato.

Malgré la forte baisse des cours mondiaux du nickel, Ambatovy continue de s'acquitter de ses obligations fiscales envers l'État malgache. Selon un responsable de l'entreprise, interrogé en marge des journées portes ouvertes organisées du 3 au 7 juin au Mining Business Center à Ivato, la firme a versé 43,6 millions de dollars en 2024, sous forme d'impôts, de taxes et de redevances — soit plus de 200 milliards d'ariary au taux de change actuel.



« Nous maintenons nos engagements, même dans un contexte économique difficile. C'est essentiel pour notre rôle à long terme à Madagascar », a-t-il précisé. Depuis le lancement de ses activités, Ambatovy aurait injecté près de 5 milliards de dollars dans l'économie malgache. Ce montant inclut les achats de biens et services réalisés auprès de plus de 400 entreprises locales, opérant dans une quarantaine de secteurs.

Durant ces journées portes ouvertes, l'entreprise expose au public ses activités minières, ses démarches sociales et environnementales. L'objectif est d'informer sur l'exploitation du nickel et du cobalt, tout en mettant en avant les actions concrètes menées sur le terrain. « Nous souhaitons que la population comprenne mieux notre travail et les efforts que nous déployons pour accompagner le développement local et protéger l'environnement », a déclaré le même responsable.

Marché en crise

Le contexte est difficile pour l'ensemble du secteur. Selon les données du London Metal Exchange, le prix de la tonne de nickel est passé de 32 000 dollars en 2023 à 16 000 dollars en 2024. Cette chute s'explique par une baisse de la demande mondiale, tandis que l'offre demeure abondante.

Ambatovy n'échappe pas à ces turbulences. Les revenus issus des exportations sont passés de 31 200 dollars en janvier 2023 à 13 815 dollars en avril 2025, soit une baisse de 55%.

Malgré cette conjoncture, l'entreprise poursuit ses activités.

« Nous nous adaptons pour garantir la continuité de nos opérations et optimiser nos coûts », explique le responsable.

Filiale du groupe Sumitomo Corporation, Ambatovy affirme sa volonté de demeurer un partenaire stratégique du développement économique de Madagascar, notamment en contribuant aux réserves de change et à la balance commerciale du pays.

Coopération : Un don de 16,7 milliards d'ariary du Japon pour la formation professionnelle

R. EDMOND. | 04 JUIN | MIDI-MADAGASIKARA

Les accords de coopération se succèdent au ministère de l'Économie et des Finances. Avant-hier, la ministre de l'Économie et des Finances, Rindra Hasimbelo Rabarinirinarison a signé un accord de don avec le représentant résident de l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA) Odawara Kosuke.

D'un montant total de 531 millions de yens japonais, soit environ 16,7 milliards d'ariary, ce don qui entre dans le cadre du programme de développement économique et social servira d'appui à la formation professionnelle.

Dotation en équipements

Trois établissements supérieurs, en l'occurrence les lycées techniques et professionnels de Toamasina, d'Alarobia et d'Ampasampito bénéficieront de cet appui à travers une dotation en équipements pour les formations en ouvrages métalliques, la fabrication mécanique, l'électronique et

le travail des métaux en feuilles. Des aides qui arrivent à point nommé quand on sait que ces établissements rencontrent actuellement des difficultés dans la réalisation de leur mission de formation en raison de la vétusté des matériels disponibles et des pannes fréquentes des outils de travail. Ce don qui est le fruit de l'étude sur le développement des ressources humaines dans le secteur minier à Madagascar actuellement, effectuée par la JICA, s'inscrit dans une démarche visant à comprendre les besoins dans la formation professionnelle, à renforcer la qualité de

l'enseignement et à mieux préparer les jeunes aux réalités du marché du travail.

Politique Générale de l'État

Comme l'a rappelé la ministre de l'Économie et des Finances, Rindra Hasimbelo Rabarininarison, cette initiative est en adéquation avec l'un des piliers de la Politique Générale de l'État, qu'est le développement du capital humain. Elle vise en effet à faciliter l'accès des jeunes à la formation professionnelle, afin de renforcer leur employabilité, de favoriser la création d'emplois et de réduire le taux de chômage. Pour son représentant résident Odawara Kosuke, ce don témoigne une fois de plus de la

détermination de la JICA à travailler en partenariat avec les autorités pour le développement des secteurs prioritaires comme la formation professionnelle. D'ailleurs et toujours dans le cadre de la coopération entre la JICA et le ministère de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle (METFP), des visites d'experts japonais sont prévues afin de partager leurs expériences et de trouver ensemble des solutions pour améliorer la qualité de la formation technique à Madagascar. Notons que la ministre de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle, Rasoloarisoa Marie Marcelline, a assisté à cette signature d'accord de don.

Fihariana dynamise l'entrepreneuriat : plus de 87 000 bénéficiaires soutenus

ARH. | 04 JUIN | LES NOUVELLES

Depuis son lancement en 2019, le programme national Fihariana accompagne activement les entrepreneurs malgaches. Plus de 87 000 bénéficiaires ont déjà été soutenus pour un montant global de 199 milliards d'ariary. Grâce à une stratégie inclusive et adaptée aux réalités locales, le programme renforce sa présence dans les régions, avec un accent particulier sur la formation, l'écoute et le financement.

Au mois de mai, la région Sava a accueilli des journées portes ouvertes dans ses quatre districts. Ces rencontres, organisées par le délégué régional en collaboration avec les banques partenaires, ont permis aux entrepreneurs de mieux comprendre les offres de Fihariana, d'échanger sur leurs besoins et de déposer leurs dossiers. Des conférences et échanges avec les jeunes ont rythmé les journées à Sambava, Antalaha, Andapa et Vohémar.

A Amoron'i Mania, une formation accélérée a réuni 71 porteurs de projets à Ambositra. Pendant deux jours, ils ont appris à bâtir des plans d'affaires solides et à affiner leur culture entrepreneuriale. En parallèle, à Fandriana, plus de 200 personnes ont suivi la formation certifiante « E-Vohary » dans des domaines variés : restauration, transformation alimentaire ou pâtisserie.

Cette dynamique se poursuit dans la région Bongolava où Fihariana et le ministère de l'Enseignement technique organisent les prochaines sessions de formation certifiantes. Ouvertes à tous, elles proposent deux jours d'ateliers théoriques et pratiques pour apprendre un métier

utile à la création d'emplois. Prochaine étape : Tsiroanomandidy, les 5 et 6 juin.



Fihariana cible aussi les jeunes à travers le « YouthConnekt Africa Summit 2025 ». Dans la région Atsimo Andrefana, plus de 300 jeunes ont participé à un bootcamp de leadership et d'entrepreneuriat, soutenu par le PNUD, l'UNFPA et l'UNICEF. Ces rencontres s'inscrivent dans une série d'initiatives en faveur de la jeunesse malgache. Enfin, Fihariana adapte ses produits : le financement Fihariana pour les startups, et Miarina, un crédit d'investissement pour les TPME. Avec des prêts allant de 1 à 200 millions d'ariary à taux réduit, le programme confirme son rôle de levier pour les ambitions entrepreneuriales à Madagascar.

Madagascar – Slovénie : partenariat dans la promotion du tourisme et de l’artisanat

JEAN RIANA | 04 JUIN | LES NOUVELLES

On est au début de notre relation avec la Slovénie, mais l’exploitation de ce marché dans la promotion du tourisme et de l’artisanat est à notre avantage. D’autant plus que si leur Présidente a fait le déplacement, c’est qu’ils sont prêts à collaborer avec nous, a affirmé Viviane Dewa, ministre du Tourisme et de l’artisanat, hier lors d’une visite de la Galerie Lisy Art à Avaratra Antanimora en présence de la Présidente slovène, Nataša Pirc Musar.

La ministre a tenu à préciser que les artisans malgaches se doivent de perfectionner leur savoir-faire pour que l’on puisse percer sur ce marché. « En tout cas, le potentiel du pays n’est plus à prouver vu qu’il accueille dans les 6 millions de touristes par an », a-t-elle ajouté.



La Présidente de la République de Slovénie, a quant à elle, affiché son enthousiasme à collaborer avec la Grande île

dans le domaine du tourisme ou de l’artisanat. Par ailleurs, Viviane Dewa a fait savoir que la Présidente slovène aurait émis une invitation à l’endroit de Madagascar pour participer à une foire à Solvénie en tant qu’invité d’honneur.

En tout cas, le ministère du Tourisme et de l’artisanat (MTA) s’attelle dans le renforcement de compétences se référant à la politique générale de l’État (PGE) dans le cadre du développement humain. A travers le programme Sandratra, le ministère multiplie les partenariats pour soutenir les mères célibataires, les jeunes afin de leur offrir des formations pour une autonomie financière. Cela inclut le partenariat de formation avec le Centre Sainte Fatima Zahra à l’Université privée d’Ambohidratrimo où 15 jeunes ont bénéficié d’une formation gratuite d’une durée de dix jours en broderie. « Certes, bien qu’il existe des produits fabriqués à la machine, rien ne vaut une broderie faite main car c’est ce qui fait son authenticité », dixit la ministre lors de la remise de certificats à Ambohidratrimo, avant-hier.

Énergie – La centrale solaire d’Ambatomirahavavy et deux groupes électrogènes d’Antsirabe annoncés pour réduire le délestage à court terme

04 JUIN | 2424.MG

Une capacité de 7MW supplémentaire sur le réseau interconnecté d’Antananarivo dans les prochaines semaines. Ce qui devrait réduire l’intensité du délestage même si celui-ci ne sera pas tout à fait supprimé, cette année, estime le directeur général adjoint en charge de la production d’électricité de la Jirama, Manda Ny Aina Nomena sur la chaîne de télévision publique mardi soir.

A en croire ce responsable au sein de la compagnie nationale de distribution de l’électricité, la centrale solaire d’Ambatomirahavavy, d’une capacité de 3 MW, devrait être mis en service à la fin du mois de juin. Il évoque également le recours à deux groupes électrogènes d’une puissance totale de 7 MW à Antsirabe. Il indique que ces capacités seront injectées sur le réseau interconnecté d’Antananarivo.

Cependant, malgré ces solutions à court terme, le problème du délestage devrait encore persister cette

année, prévient le directeur général adjoint. Outre la baisse du niveau des eaux alimentant les centrales hydroélectriques en raison de la précocité et de la longue durée de la saison sèche, il parle également d’une augmentation constante de la demande en électricité au cours des deux dernières années, avec une croissance annuelle estimée à 5%.

Manda Ny Aina Nomena attribue également l’intensité du délestage dans certaines localités aux problèmes techniques sur certaines lignes. Il parle notamment de la panne survenue sur l’un des deux transformateurs de la sous-station Tana Sud. Il indique que si les coupures tournantes devraient durer deux heures, elles sont plus importantes dans les zones desservies sur cette ligne où les charges sont importantes. Il s’agit notamment des départs vers les zones d’Arivonimamo, d’Itaosy et d’Andohatapanaka jusqu’à Andranomena.

Service financier - La BRED Madagasikara mise sur les PME et le tourisme

IRINA TSIMIJALY | 05 JUIN | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Les banques s'orientent de plus en plus vers l'appui aux petites et très petites entreprises à Madagascar. C'est le cas de la BRED Madagasikara, qui a présenté sa stratégie nationale lors d'un media breakfast, le 4 mai 2025, à son siège d'Antaninarenina.

Six mois après son implantation sur la Grande Île, la banque ambitionne de devenir un acteur économique majeur. Elle cible en priorité les PME, TPE, le secteur agricole et surtout le tourisme.

« Les PME représentent actuellement 92% du tissu économique de Madagascar, selon l'INSTAT », a rappelé la direction de la banque.

Pour encourager ses clients à adopter ses services, la BRED propose des offres promotionnelles : jusqu'au 2 août, les moyens de paiement seront gratuits pendant trois mois dans les packs bancaires.

La BRED renforce également son engagement dans le secteur touristique, en devenant partenaire officiel de l'International Tourism Fair Madagascar (ITM). À cette occasion, des offres spéciales seront proposées aux professionnels du tourisme, de l'artisanat et des services liés.

« Notre objectif, c'est de continuer à servir nos clients avec fiabilité. Nous voulons aussi soutenir les secteurs essentiels de l'économie malgache », déclare Thierry Charras-Gillot, directeur général de la BRED Madagasikara.

La banque affirme vouloir adapter ses pratiques aux réalités locales, tout en respectant les standards internationaux du groupe BRED Banque Populaire.

Présente sur le marché depuis le rachat de la Société Générale Madagasikara en décembre 2024, la BRED Madagasikara a depuis engagé plusieurs changements visibles : nouvelles cartes bancaires, chèquiers aux couleurs de la marque, et rebranding progressif de toutes ses agences.



Un site internet est également en cours de développement, afin de permettre aux clients de consulter leurs comptes et d'accéder à une offre de services numériques complète.

Les agences d'Antananarivo ont déjà changé d'enseigne en mars, et la BRED prévoit d'achever ce changement dans toutes les ex-provinces d'ici fin 2025.

Dividendes pour l'État malgache : plus de 18 milliards d'ariary versés par Star

ARH. | 05 JUIN | LES NOUVELLES

Star se classe au deuxième rang des plus grands contributeurs fiscaux du pays. « En 2024, l'entreprise agro-industrielle a versé plus de 18,4 milliards ariary de dividendes à l'État, soit une hausse de 35% par rapport à l'année précédente », a-t-on appris au niveau de la société.

Au-delà des chiffres, l'entreprise s'illustre sur le terrain. Elle collabore avec 19 000 producteurs locaux, crée des milliers d'emplois et assure la disponibilité de produits de qualité pour les consommateurs malgaches. Son rôle dépasse le cadre industriel. « Un environnement fiscal

attractif reste essentiel », soutient la société. Il permettrait de renforcer les investissements, dynamiser l'emploi et stimuler le développement économique.

Enfin, Star plaide pour un partenariat solide entre le secteur privé et l'État. Selon l'entreprise, cette collaboration est indispensable pour construire une croissance durable, inclusive et au service de tous les citoyens.

Programme DEFIS+ : renforcer la résilience climatique des agriculteurs

ARH. | 05 JUIN | LES NOUVELLES

Le gouvernement malgache a officiellement lancé hier au Carlton Anosy, le programme DEFIS+ ou « Accroître la résilience aux changements climatiques des petits exploitants agricoles bénéficiant des services du programme DEFIS », dans la continuité du programme similaire lancé en 2018. Financé par le Green Climate Fund à hauteur de 53,8 millions de dollars et supervisé par le Fonds international de développement agricole (FIDA), le programme DEFIS, sera mis en œuvre jusqu'en 2029.

D'une durée de six ans (2024-2030), le programme cible 447 000 bénéficiaires directs, dont 104 000 exploitants familiaux, dans six régions agricoles du Sud-Est et du Centre-Sud de Madagascar (Fitovinany, Atsimo Atsinanana, Vatovavy, Ihorombe, Matsiatra Ambony et Amoron'i Mania).



DEFIS+ cherche à encourager les pratiques agricoles durables, faciliter l'accès aux marchés et renforcer les infrastructures rurales.

« Il met un accent particulier sur l'inclusion, avec 50% des femmes et 30% des jeunes parmi les bénéficiaires. Au total, plus de 3,5 millions de personnes en zones rurales en tireront des bénéfices indirects », selon Pierrot Serge Randrianaritiana, coordonnateur national du projet.

« DEFIS+ illustre notre volonté de faire du climat un levier de transformation des territoires », a souligné Max Andonirina Fontaine, ministre de l'Environnement. Il a rappelé que renforcer la résilience agricole, c'est aussi améliorer les conditions de vie des populations rurales.

Dans un pays où 59% des habitants vivent en milieu rural et l'agriculture pèse pour 23% du PIB, cette initiative s'inscrit dans une réponse concrète aux impacts croissants du dérèglement climatique. Sécheresse prolongée, précipitations irrégulières : DEFIS+ veut préparer les agriculteurs à ces défis.

Madagascar – USA : Négociations douanières en cours

JEAN RIANA | 05 JUIN | LES NOUVELLES

« Les négociations avec les représentants du gouvernement américain, se poursuivent. Et les secteurs privé et public ne ménagent aucun effort, pour atténuer l'impact d'un tarif douanier de 47% sur les exportations malgaches vers les États-Unis » a déclaré David Ralambofiringa, ministre de l'Industrialisation et du commerce, à l'occasion de la Journée Porte Ouverte de la CCIA à Antaninarenina, hier.

« Depuis l'annonce de modifications de droits de douane par président des Etats Unis, Donald Trump, il ne se passe un seul jour sans que le secteur public-privé impacté par cette augmentation tarifaire, se concerte car il est clair

qu'une fois effective, ces droits de douanes vont porter un coup sévère aux exportations malgaches » a-t-il spécifié. Seulement, le ministre a tenu à préciser que la stratégie à mettre en place devra être mise au point avec les secteurs privés concernés. « En tout cas, nous sommes encore dans la période de pause de 90 jours, décidée par le gouvernement américain qui prendra fin au mois de juillet. D'ici là, la communication au niveau local progresse tout comme les négociations avec les États-Unis » a-t-il conclu.





 Résidence Les Orchidées Blanches Androhibe


 +261 32 07 696 49 - +261 34 01 696 49

 www.ccifm.mg

 ccifm@ccifm.mg  adhesion@ccifm.mg

 CCI France Madagascar

 CCI France Madagascar

 CCIFM Chambre de Commerce
et d'industrie France Madagascar

